

Une autre Europe est possible : sociale, pacifique, démocratique

DIE LINKE.

Chère électrice, cher électeur,

Le Parlement européen sera élu le 25 mai. DIE LINKE se présente à ces élections pour changer l'Europe. Depuis les dernières élections européennes, le chômage en Europe a augmenté, particulièrement parmi les jeunes. Toute une génération est privée de son avenir. Le fossé entre les pauvres et les riches a continué de s'agrandir, y compris en Allemagne. Le pouvoir des banques et des grandes entreprises a augmenté. De nouvelles institutions telles que la Troïka gouvernent sans consulter les parlements. L'Union européenne a ouvert les marchés et alimenté la concurrence des sites économiques. Les gens qui vivent en Allemagne et en Espagne, en Irlande et en Italie ressentent la pression sur les salaires et les allocations sociales. La politique de l'UE adopte des réglementations pour les saucisses et les légumes, mais aucune réglementation qui contrôle les banques et les spéculations, qui protège contre la concurrence des sites et les bas salaires, aucune régulation qui garantisse un minimum commun de la fiscalité des entreprises. La politique de l'Union européenne intervient d'une rigueur inhumaine contre les réfugiés, qui meurent par milliers aux frontières européennes, mais elle n'impose pas de limites à l'évasion fiscale.

La politique du gouvernement allemand n'a pas résolu ces problèmes, elle les a aggravés. Elle a poussé, au niveau européen, à la réduction des salaires et des retraites, des prestations sociales, des soins de santé et de l'éducation. Cela n'est pas du bon voisinage. Cette politique ne

développe pas l'économie, elle la détruit. Les biens publics continuent d'être privatisés. On ne parle plus des causes de la dette : des centaines de milliards d'euros des contribuables ont été dépensés pour sauver les banques d'une crise dans laquelle elles se sont manœuvrées elles-mêmes. L'Union européenne et le gouvernement allemand ont échoué à trouver une solution juste à cette crise. La grande coalition, y compris la SPD, choisissent de maintenir le cap. La justice se fait autrement. L'Europe se fait autrement :

Un programme contre le chômage

DIE LINKE veut combattre le chômage de masse : par un programme économique qui investisse dans l'avenir, qui crée des emplois, qui renforce l'éducation, les soins de santé et l'infrastructure publique et qui rende le tournant énergétique socialement équitable. Nous voulons le droit à la formation professionnelle et le droit des apprentis à l'embauche !

A travail égal – salaire égal : du bon travail au lieu des contrats d'entreprises et du travail intérimaire

Dans l'ensemble de l'Union européenne, moins de la moitié des relations de travail est à durée indéterminée et rémunérée dans le cadre d'une convention collective. Les emplois précaires doivent être transformés en emplois assujettis à la sécurité sociale. La durée maximale hebdomadaire de travail doit être baissée à 40 heures. Nous voulons introduire des salaires minimum obligatoires dans l'ensemble de l'Union européenne – d'au moins 60 % du salaire moyen national.

Prévenir la pauvreté et assurer les retraites

DIE LINKE lutte pour un revenu minimum garanti non punitif et une retraite minimale légale de 60 % des revenus moyens locaux. Tous les gens dans l'Union européenne doivent disposer un contingent gratuit de base pour le chauffage, l'eau, l'énergie, le téléphone et l'accès internet. Nous refusons la privatisation des systèmes de retraite. Les retraites ne doivent pas être abaissées davantage et l'âge du départ à la retraite ne doit pas être augmenté !

Si nous voulons l'Europe, nous devons l'enlever aux riches

Le patrimoine des millionnaires en Europe dépasse l'ensemble de la dette publique dans l'Union européenne. DIE LINKE lutte pour un prélèvement unique imposé aux millionnaires dans tous les Etats-membres de l'UE. Afin d'empêcher le dumping fiscal et la compétition ruineuse des sites économiques, nous avons besoin d'un taux minimal européen pour la taxation des entreprises. La lutte contre l'évasion fiscale doit être menée au niveau européen, les paradis fiscaux doivent être éliminés.

Pas d'argent des contribuables aux banques spéculatrices

Les crédits d'aide aux Etats endettés sont retournés aux banques en quasi-totalité. Les banques peuvent continuer d'agir comme auparavant. DIE LINKE veut réglementer le secteur financier et interdire les opérations spéculatives dans toute l'UE. Nous voulons socialiser les grandes banques privées et les placer sous administration publique. De nouveaux prêts doivent être soumis à des conditions sociales : il faut faire participer les grandes fortunes des pays aux coûts, il faut intensifier le contrôle des banques et il faut baisser les dépenses militaires. Par contre, il ne faut pas baisser les salaires, les retraites et les prestations sociales. La Banque centrale européenne doit accorder les prêts directement sans que d'autres banques y gagnent grâce aux intérêts.

Non aux privatisations des services publics. Non à l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis !

Nous voulons arrêter les privatisations et renforcer les services publics. Nous refusons l'accord de libre-échange prévu

avec les Etats-Unis. Cet accord est négocié à l'écart du public et des parlements. Il menace la sécurité de nos denrées alimentaires et notre sécurité sociale.

Nous voulons interdire les exportations d'armements

Toute arme trouvera sa guerre. L'ensemble des Etats-membres de l'UE, outre les Etats-Unis, est le plus grand exportateur d'armes du monde. DIE LINKE veut interdire les exportations d'armements à l'échelle de l'Union européenne et créer des programmes de transformation de l'industrie de l'armement, tout en préservant les emplois.

Pour une politique humaine à l'égard des réfugiés

Au moins 20 000 personnes sont mortes aux frontières extérieures de l'UE au cours de ces dernières années. DIE LINKE lutte pour une politique à l'égard des réfugiés qui respecte les droits de l'homme et qui oblige tous les pays à assumer ses responsabilités. Nous voulons dissoudre les systèmes de cloisonnement FRONTEX et EUROSUR. Personne n'est illégal !

Nous voulons renforcer la démocratie et imposer des limites au lobby économique

Nous demandons des référendums où les citoyennes et citoyens de toute l'Union européenne puissent voter sur les traités de l'UE le même jour. Nous luttons contre l'influence du lobby des grandes entreprises sur les décisions de l'UE.

DIE LINKE donne une voix à celles et ceux qui n'ont pas de lobby économique pour les représenter Ensemble avec la Gauche Européenne, nous sommes une force puissante pour la justice sociale. Nous vous demandons donc de nous accorder votre soutien et de voter pour DIE LINKE aux élections européennes le 25 mai 2014.

Contact :
DIE LINKE, Kleine Alexanderstr. 28, 10178 Berlin
Tél. : 030/24 00 99 99, Fax : 030/24 00 95 41
wahlquartier@die-linke.de
www.hier-und-in-europa.de

V.i.S.d.P. Matthias Höhn